

ARRÊTÉ N° 2023_321

RELATIF AU PRIX DE JOURNÉE 2023 DU SERVICE ADOPHÉ SPAD SIS 9 RUE DES 3 SŒURS IMMEUBLE ARTVAL, 93420 VILLEPINTE ET GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION DROIT D'ENFANCE FONDATION MEQUIGNON

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 313-1, L. 313-1-1, L. 313-3 à L. 313-8, L. 314-1, L. 314-6 à L. 314-8, relatifs à l'autorisation, la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312.1 du Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 86.17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n° 2015-880 du 8 décembre 2015 d'autorisation de transformation de cinq places jeunes majeurs en un service de trente suivis Adophé géré par l'association CFPE sise 71 boulevard de Brandebourg, 94200 Ivry-sur-Seine ;

Vu l'élection le 1^{er} juillet 2021 de M. Stéphane Troussel à la présidence du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis ;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n° 2021-271 du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de signature à M. Olivier Veber, directeur général des services du Département ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2023 transmises le 28 octobre 2022 par l'association « Droit d'Enfance, Fondation Méquignon » ;

Vu la convention du 28 décembre 2018 relative au paiement en prix de journée globalisé pour le service Adophé de l'établissement Les nouveaux cèdres géré par l'association Droit d'Enfance ;

Vu la décision budgétaire pour l'exercice 2022 transmise le 7 juillet 2023 ;

Vu le dernier courrier de la procédure contradictoire en date du 26 juillet 2023 ;

Sur proposition du directeur général des services du Département ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. - Pour l'exercice 2023, les recettes et les dépenses prévisionnelles du service Adophé géré par l'association « Droit d'Enfance, Fondation Méquignon » sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant en €	Total en €
DÉPENSES	GROUPE I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	71 608,64	1 527 791,78
	GROUPE II : Dépenses afférentes au personnel	1 186 909,07	
	GROUPE III : Dépenses afférentes à la structure	269 274,07	
RECETTES	GROUPE I : Produits de la tarification	1 364 311,84	1 364 311,84
	GROUPE II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	GROUPE III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

ARTICLE 2. - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés avec la reprise de résultat suivante :

- Compte 11510 pour un montant de 163 479,94 €.

ARTICLE 3. - Pour l'exercice budgétaire 2023, le prix de journée du service Adophé géré par l'association Droit d'Enfance, Fondation Méquignon, 16 route de l'Abbé Méquignon, 78990 Elancourt et dont le n° SIRET est le 78 506 291 000 068 est arrêté à 66,99 €.

Le prix de journée moyen applicable du 1^{er} juillet 2023 au 31 décembre 2023 est fixé à 69,02 €.

En application du IV bis de l'article L. 314-7 du Code de l'action sociale et des familles, il est calculé en prenant en compte les produits prévisionnels versés sur la base de l'exercice précédent entre le 1^{er} janvier et la date d'effet du présent arrêté.

En l'absence de nouvelle tarification au 1^{er} janvier 2024 et dans l'attente d'une nouvelle décision, le tarif applicable à compter du 1^{er} janvier 2024 est de 66,99 €.

ARTICLE 4. - Le prix de journée globalisé est versé selon les modalités suivantes pour l'exercice en cours :

- versement de dotations mensuelles calculées en fonction de l'activité autorisée pour

l'année N

- régularisées en deux fois :

- (1) en année N en prenant en compte l'activité constatée des premiers mois de l'année N,
- (2) en année N+1 en prenant en compte l'activité constatée des derniers mois de l'année N.

En l'absence de nouvelle tarification au 1^{er} janvier 2024 et dans l'attente d'une nouvelle décision, le douzième mensuel à compter du 1^{er} janvier 2024 est de 113 692,65 € (produits de la tarification/12).

ARTICLE 5. - Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Île-de-France sis : TITSS Conseil d'État 1 place du Palais Royal, 75100 Paris cedex 01, dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 6. - Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.

ARTICLE 7. - Le directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département.

Pour le président du Conseil départemental
et par délégation,

Date d'affichage du présent acte,
le

Date de notification du présent acte,
le

Certifie que le présent acte est devenu exécutoire,
le